

**Chambre
des Représentants**

**Kamer
der Volksvertegenwoordigers**

17 OCTOBRE 1946.

**BUDGET
DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
POUR L'EXERCICE 1945**

RAPPORT
FAIT, AU NOM DE LA
COMMISSION DE LA JUSTICE (1),
PAR M. **HOSSEY**.

MESDAMES, MESSIEURS,

Comme le constate, fort opportunément, le rapport rédigé au nom de la Commission de la Justice du Sénat, il est superflu d'exposer les raisons du dépôt tardif du budget pour l'exercice 1945.

Des observations ont, du reste, été présentées au sujet du retard apporté à la discussion de tous les budgets en séance publique de la Chambre, lors du vote des derniers crédits provisoires, et le Gouvernement a promis d'en revenir dorénavant à la règle normale pour le dépôt des différents budgets. Nous ne pouvons que souhaiter qu'il en soit ainsi.

La séance du 8 mai 1946, au cours de laquelle notre Commission a examiné le budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1945, était honorée de la présence de M. le Ministre de la Justice.

(1) Composition de la Commission : M. Joris, président; MM. Carton de Wiart, Charlotiaux, Charpentier, De Riemacker-Legot (M^{me}), du Bus de Warnaffe, Héger, Lambotte, Maes, Oblin, Philippart. — Bohy, Collard, Craeybeckx, Gruselin, Hossey, Somerhausen, Soudan, Vranckx. — Demany, Jacquemotte. — Janssens (Charles).

Voir :

4-V (1944-1945) : Budget.

17 OCTOBER 1946.

**BEGROOTING
VAN HET MINISTERIE VAN JUSTITIE
VOOR HET DIENSTJAAR 1945**

VERSLAG
NAMENS DE
COMMISSIE VOOR JUSTITIE (1), UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **HOSSEY**.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Zoals in het verslag, namens de Commissie voor de Justitie van den Senaat, zeer terecht wordt opgemerkt, is het overbodig de redenen uiteen te zetten waarom de begrooting voor het dienstjaar 1945 laatlijdig werd ingediend.

Bij gelegenheid van de aanneming der laatste voorloopige kredieten, werden overigens aanmerkingen gemaakt op de vertraging waarmede alle begrootingen in openbare vergadering worden behandeld; de Regering heeft beloofd zich voortaan te houden aan de normale regeling betreffende de indiening van alle begrootingen. We kunnen slechts wenschen, dat het zoo zal gebeuren.

Op de vergadering van 8 Mei 1946, tijdens dewelke Uw Commissie de begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1945 heeft onderzocht, was ook de heer Minister van Justitie aanwezig.

(1) Samenstelling van de Commissie : de heer Joris, voorzitter; de heeren Carton de Wiart, Charlotiaux, Charpentier, De Riemacker-Legot (Mevr.), du Bus de Warnaffe, Héger, Lambotte, Maes, Oblin, Philippart. — Bohy, Collard, Craeybeckx, Gruselin, Hossey, Somerhausen, Soudan, Vranckx. — Demany, Jacquemotte. — Janssens (Charles).

Zie :

4-V (1944-1945) : Begrooting.

H.

Un membre de la Commission a présenté une observation au sujet du traitement du Ministre. Il a estimé que le traitement fixé à 220,000 francs l'an était insuffisant et a ajouté que cette remarque valait pour tous les Ministres. Tout en partageant cette opinion, un autre membre s'est demandé si le moment était bien opportun pour procéder à la majoration souhaitée.

Plusieurs membres ont profité de la présence de M. le Ministre pour l'interroger sur le point de savoir :

1° S'il est question de supprimer les camps d'internement;

2° Si le régime de la résidence forcée va subsister;

3° Si l'on va trouver une solution convenable au problème délicat posé par le certificat de civisme;

4° Si l'interprétation et l'application actuelles de l'article 115bis du Code pénal répondent bien à l'intérêt général.

M. le Ministre a répondu à ces diverses questions en signalant :

1° Que tous nouveaux internements sont interdits et qu'il ne reste que cinq cents internés environ, pour la plupart des étrangers;

2° Qu'on a dû mettre en liberté beaucoup de personnes qui doivent encore comparaître devant la juridiction de jugement; qu'il est souhaitable que ces libérations, rendues nécessaires par le nombre excessif de détenus, ne soient pas l'occasion d'incidents et que, par conséquent, dans l'intérêt de tous, on ne peut supprimer la mesure imposant la résidence forcée;

3° Que la question du certificat de civisme est de la compétence du Ministère de l'Intérieur et qu'il n'y a pas de textes légaux régissant la matière.

4° Que l'article 115bis du Code pénal ne répond pas à l'intérêt général tel que nous le concevons un an et demi après la libération. Il faut liquider le plus rapidement possible les affaires de collaboration économique en punissant de façon rationnelle ceux qui ont aidé l'ennemi.

Depuis la séance de la Commission de la Justice du 8 mai 1946, plusieurs interpellations concernant ces différents problèmes, inclus dans le chapitre Répression et Epuration, ont été développées devant les deux Chambres et des discours ont été prononcés à leur sujet, notamment à la radio, par l'ancien Ministre et par l'actuel Ministre de la Justice.

Een lid van de Commissie heeft een opmerking gemaakt nopens de wedde van den Minister. Hij was van oordeel, dat de jaarwedde van 220,000 frank onvoldoende was, en voegde er aan toe, dat dit gold voor alle Ministers. Een ander lid deelde die meening, maar vroeg zich tevens af of het nu het geschikte oogenblik was om de gewenschte verhooging door te voeren.

Verschillende leden maakten gebruik van de aanwezigheid van den heer Minister om hem te vragen :

1° Of er sprake van was de interneeringskampen af te schaffen;

2° Of het stelsel van de gedwongen verblijfplaats zou blijven bestaan;

3° Of een gepaste oplossing zou worden gevonden voor het zoo kiesche vraagstuk door het bewijs van burgertrouw opgeworpen;

4° Of de huidige uitlegging en toepassing van artikel 115bis van het Wetboek van Strafrecht wel aan het algemeen belang beantwoorden.

De heer Minister heeft op die verschillende vragen geantwoord door er op te wijzen :

1° Dat alle nieuwe interneeringen verboden zijn, en dat er nog slechts ongeveer 500 geïnterneerden overbleven, meerendeels vreemdelingen;

2° Dat men veel personen in vrijheid had gesteld die nog voor de rechtsmacht van wijzen moesten verschijnen; dat het wenschelijk was dat die invrijheidstellingen, noodzakelijk gemaakt door het overdreven aantal gedetineerden, geen aanleiding zouden geven tot incidenten en dat, bijgevolg, in het belang van allen, de maatregel van de gedwongen verblijfplaats niet kon worden opgeheven;

3° Dat het vraagstuk van het bewijs van burgertrouw onder de bevoegdheid viel van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en dat er geen wetteksten bestonden die die kwestie regelden;

4° Dat artikel 115bis van het Wetboek van Strafrecht niet overeenstemde met het algemeen belang, zooals wij het anderhalf jaar na de bevrijding opvatten. De zaken van economische collaboratie dienen zoo spoedig mogelijk te worden afgehandeld door dezen, die den vijand geholpen hebben, op rationeele wijze te straffen.

Sedert de vergadering van de Commissie voor de Justitie op 8 Mei 1946, werden verscheidene interpellaties betreffende die verschillende punten, die onder het hoofdstuk Repressie en Zuivering vallen, voor beide Kamers uiteengezet en er werden daarover, o.m. voor de radio, redevoeringen gehouden door den gewezen Minister en door den huidigen Minister van Justitie.

Votre rapporteur estime, dans ces conditions, pouvoir se dispenser de paraphraser tout ce qui a été dit et redit sur ces matières délicates.

Au demeurant, si certains points restent encore en litige, leur discussion en séance publique permettra sans doute d'y revenir utilement pour obtenir toutes précisions désirables et des solutions définitives.

Continuant l'examen d'ensemble du problème de la Répression et de l'Épuration, la Commission a entendu défendre deux théories : la première préconisée par ceux qui estiment qu'il est opportun de faire montre de clémence; que notamment si l'on ne veut pas exécuter certains condamnés à mort il vaut mieux le dire franchement et ne plus prononcer des peines qui ne sont pas exécutées. Il vaut mieux se montrer plus indulgent quand faire se peut. Il faut organiser des catégories de condamnés, les soumettre à une réadaptation et leur permettre de se racheter au bout d'un laps de temps plus ou moins long.

La seconde théorie a été soutenue par ceux qui pensent au contraire que l'heure de la clémence n'a pas encore sonné, que le pays a été profondément trahi et que les coupables doivent être punis et expier complètement. Agir autrement serait méconnaître le mérite de ceux qui ont fait leur devoir et porter atteinte à l'honneur de ceux qui ont tout sacrifié pour une cause sacrée.

Un des orateurs intervenant dans la discussion a demandé s'il ne serait, en tous cas, pas opportun d'envisager de prendre des mesures spéciales en faveur des délinquants qui avaient moins de dix-huit ans au moment où ils ont commis les infractions qui leur ont valu condamnation.

Un membre a enfin demandé que soit réglée la question des inciviques.

L'attention de la Commission a été ensuite attirée sur la Police des Étrangers.

On a rappelé que des mesures restrictives avaient été prises au moment où le chômage sévissait dans notre pays. Comme actuellement il y a pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs importants, il y aurait une raison de plus à se montrer moins hostile aux étrangers et à mériter ainsi la qualification de terre hospitalière qui a toujours honoré la Belgique.

La situation particulière des Israélites allemands a été mise en relief. Des Juifs qui ont quitté l'Allemagne depuis 1933-1934 ne savent plus actuellement où se rendre. Il ne faut pas expulser les étrangers qui ont travaillé avec nous dans la Résistance. Quand il est question d'expulsion il serait souhaitable que les étrangers sachent exactement ce qu'on leur reproche et qu'ils ne puissent être chassés du pays sans avoir eu l'occasion de se défendre. On devrait fixer un délai avant de prendre une décision définitive.

Uw verslaggever meent in die omstandigheden te mogen afzien van een omschrijving van al wat over die kiesche aangelegenheden reeds gezegd en herhaald werd.

Overigens, indien zekere punten nog betwist worden, zal men er ongetwijfeld, bij de bespreking er van in openbare vergadering, beter kunnen op terugkomen om alle gewenschte inlichtingen en definitieve oplossingen te bekomen.

Bij de voortzetting van het onderzoek van het vraagstuk van de Repressie en de Zuivering in zijn geheel, werden twee opvattingen vóór de Commissie verdedigd : de eerste wordt aangeprezen door hen, die van meening zijn dat men zich vergevengszind moet toonen; dat, indien men zekere terdoodveroordeelden niet wil terechtstellen, men er beter aan doet het ronduit te zeggen en geen straffen uit te spreken, die niet worden uitgevoerd. Het is beter zich vergevengszind te toonen, indien het mogelijk is. Men dient categorieën van veroordeelden in te voeren, hen te onderwerpen aan een wederaanpassing en hen in staat te stellen, zich na zekeren tijd, vrij te koopen.

De tweede opvatting werd verdedigd door hen, die daarentegen oordeelen, dat het uur der genade nog niet gekomen is, dat het land diep verraden werd en dat de schuldigen volledig moeten gestraft worden en boeten. Indien men anders handelde, zou men de verdiensten miskennen van hen, die hun plicht hebben gedaan, en hen die alles voor een heilige zaak hebben opgeofferd, in hun eer krenken.

Een van de sprekers kwam tusschenbeide in de bespreking en vroeg of het alleszins niet gepast zou zijn, bijzondere maatregelen te voorzien ten voordeele van de schuldigen, die minder dan achttien jaar oud waren toen zij de overtredingen begingen, waarvoor ze werden veroordeeld.

Een lid vroeg, ten slotte, dat de kwestie van het sequester der incivicken zou geregeld worden.

De aandacht van de Commissie werd vervolgens gevestigd op de Vreemdelingenpolitie.

Men heeft er aan herinnerd, dat beperkende maatregelen werden genomen op het oogenblik, dat in ons land werkloosheid heerschte. Daar er thans, in zekere belangrijke sectoren, gebrek is aan werkkrachten, zou dit een reden te meer zijn om minder scherp op te treden tegenover de vreemdelingen en zich aldus waardig te loonen van de gastvrijheid, die België steeds tot eer heeft gestrekt.

De bijzondere toestand der Duitsche Israëlieten heeft de aandacht getrokken. Joden, die Duitschland sedert 1933-1934 verlaten hebben, weten thans niet meer waarheen ze zich moeten begeven. Vreemdelingen, die met ons in den weerstand gewerkt hebben, mogen niet uitgedreven worden. Wanneer er sprake is van uitdrijving zou het wenschelijk zijn, dat de vreemdelingen juist weten wat men hun verwijt, en dat zij niet uit het land zouden kunnen gezet worden zonder de gelegenheid te hebben zich te verdedigen.

A la question de la Police des Etrangers se rattache celle des naturalisations, pour laquelle il serait désirable de voir adopter une législation précise, car à l'heure présente on n'accorde la naturalisation que pour services éminents rendus à la Belgique.

Une fois de plus — chaque année on retrouve, en effet, au cours de la discussion du budget la même observation — on a fait remarquer que l'organisation territoriale des Justices de paix et leur nombre définitif sont toujours en suspens. Il est cependant urgent de trouver la solution recherchée. Une commission spéciale avait été désignée l'an dernier. En dépit de ses travaux, qui sont terminés ou suspendus, on en est toujours au point mort. On a demandé anxieusement combien de temps cela va encore durer. Il en est de même pour la fixation à un taux normal et décent des traitements des magistrats et du personnel des greffes. L'indigence hautement critiquable et souvent soulignée de ces traitements nuit dangereusement au bon recrutement des magistrats et autres auxiliaires de la Justice. Tous les ans on refait les mêmes constatations, chacun se montre d'accord pour qu'il soit porté remède à un mal qui n'a que trop duré et dont on ressent de plus en plus les effets pernicioeux, mais on continue toujours à attendre la réforme.

Sous réserve des observations qui précèdent, la Commission de la Justice a adopté le budget par 7 voix et 8 abstentions.

En la séance de la Commission du 15 octobre 1946, après lecture, le présent rapport a été adopté par 6 voix et 7 abstentions.

Le Rapporteur,
J. HOSSEY

Le Président,
L. JORIS.

De kwestie der Vreemdelingenpolitie houdt verband met deze der naturalisaties; het ware wenselijk een nauwkeurige wetgeving op dat gebied te zien aannemen, want thans wordt het burgerschap slechts verleend voor uitstekende aan België bewezen diensten.

Eens te meer deed men opmerken — dit gebeurt overigens ieder jaar bij de behandeling van de begroting — dat de territoriale organisatie der Vredegerechten en de kwestie van hùn definitief aantal nog steeds hangende zijn. Er dient nochtans dringend een oplossing te worden gevonden. Verleden jaar werd een bijzondere Commissie aangeduid. Niettegenstaande haar werkzaamheden geëindigd zijn of geschorst, bevindt men zich nog steeds op het doode punt. Men heeft zich met angst afgevraagd hoelang dit nog zal duren. Hetzelfde geldt voor de vaststelling van normale en behoorlijke wedden voor de magistraten en het personeel der griffies. De niet te verantwoorden ontoereikendheid, waarop overigens reeds dikwijls werd gewezen, van die wedden schaadt ten zeerste aan de vlotte werving van magistraten en andere helpers van het Gerecht. Ieder jaar, doet men dezelfde vaststellingen, is iedereen het er over eens dat die kwaal, die reeds al te lang duurt en waarvan de schadelijke gevolgen zich steeds meer en meer doen gevoelen, moet verholpen worden, maar men blijft nog steeds op de hervorming wachten.

Uw Commissie voor de Justitie heeft, onder voorbehoud van voorgaande opmerkingen, de begroting goedgekeurd met 7 stemmen en 8 onthoudingen.

De Commissie heeft, in haar vergadering van 15 October 1946, dit verslag, na lezing, goedgekeurd met 6 stemmen en 7 onthoudingen.

De Verslaggever,
J. HOSSEY.

De Voorzitter,
L. JORIS.